

---

# L Abus De Biens Sociaux Dans Le Groupe De Socia C

---

La protection pénale du patrimoine de la société

Droit pénal des affaires

Le risque pénal dans l'entreprise

Maîtriser la protection des dirigeants d'entreprise

Droit des sociétés - 7e ed.

Droit pénal

L'abus de biens sociaux dans le groupe de sociétés

Droit pénal des affaires

La responsabilité pénale des entreprises et de leurs dirigeants

Abus de biens sociaux et banqueroute

Rapport d'information sur la prescription pénale

La facturation de complaisance dans les entreprises

Abus de biens sociaux

Code pénal 2016

Code pénal 2018, annoté - 115e éd.

Legal Capital in Europe

Organisations privées, organisations publiques

L'abus de biens sociaux dans le groupe de sociétés

Themexpress-Responsabilité Pénale Des Dirigeants Sociaux

Le délit d'abus de biens sociaux

L'abus de droit

L'analyse économique et le droit criminel

Les pandectes

Impunités

Code pénal 2017, annoté

L'indispensable du droit pénal

L'abus de biens sociaux à l'épreuve de la pratique

Le guide juridique du créateur d'entreprise

REVUE ENTREPRISE-ETHIQUE NO 7 OCTOBRE 1997 L'ABUS DE BIENS SOCIAUX EN  
QUESTION

Sarko s'est tuer

L'abus en droit pénal

Abus de Biens Sociaux Dans Groupe de Soc

Diversity and Interdisciplinarity in Business Law

Droit pénal des affaires

Themexpress-Abus de Biens Sociaux  
Criminal Liability of Managers in Europe  
Préparation aux examens Droit pénal général  
Responsabilités des dirigeants de sociétés  
Dirigeant d'entreprise  
Gestion juridique de l'entreprise

*L Abus De  
Biens Sociaux  
Dans Le  
Groupe De  
Socia C*

*Downloaded  
from  
[smwitoronto.com](http://smwitoronto.com)  
by guest*

---

## **SALAZAR ANTONY**

---

**La protection pénale  
du patrimoine de la  
société** Studyrama  
Le statut des dirigeants  
d'entreprise pose une  
question qui se situe au  
carrefour de différentes

disciplines juridiques :  
droit des sociétés, droit  
social, droit fiscal  
notamment. Il existe entre  
elles des convergences  
mais aussi des  
divergences. Sur le plan  
des petites et moyennes  
entreprises, les conditions  
d'accès à la profession ont  
été considérablement  
modifiées. La  
responsabilité des

dirigeants de sociétés  
s'est trouvée accentuée  
par de récentes  
légalisations pénales  
relatives à l'utilisation  
d'informations  
privilégiées, l'abus de  
biens sociaux, la  
corruption ou la  
reconnaissance d'une  
responsabilité pénale des  
personnes morales. La  
gestion des grandes

sociétés est aussi au centre des discussions à la lumière des principes de la " corporate governance ". Quel statut pour le dirigeant ? Les aspects sociaux et fiscaux - et plus particulièrement dans le domaine des pensions complémentaires et des assurances - sont incontournables. Le présent ouvrage s'efforce de répondre aux préoccupations essentielles des praticiens.  
*Droit pénal des affaires*  
Editions L'Harmattan

A l'époque où il est devenu habituel de parler du "risque pénal" dans toutes sortes d'activités, la question de l'application du droit pénal dans les entreprises doit être posée. Cet ouvrage reprend les actes de la Journée d'études organisée par les éditions du Juras-Classeur sur le thème " Droit pénal de l'entreprise : questions d'actualité ". Son but est de faire le point sur les différentes évolutions de la matière et de mettre en relief les questions pratiques qui ne

manquent de se poser.  
Thèmes traités : Les dernières évolutions jurisprudentielles en matière d'abus de biens sociaux ; Les infractions concernant l'intégrité physique des salariés ; Le travail illicite ; La responsabilité pénale des personnes morales.  
Le risque pénal dans l'entreprise Éditions Larcier  
Every managerial decision is risky, at least to some extent. Conducting business is impossible without venturing into new territories and even

the most ordinary daily choices could turn out to be failures. Excessive risk, however, can be very detrimental as was starkly illustrated by the most recent financial crisis. By criminalising managers' excessive risk-taking criminal law enters a sphere which is at the core of the activity it affects. At the same time it provides for criminal punishment for courses of conduct that, without doubt, can be extremely harmful. The objective of this book is to examine existing criminalisation of

excessive risk-taking as well as to analyse whether such criminalisation is desirable and if yes, under which conditions.

### **Maîtriser la protection des dirigeants d'entreprise** Joly

(Editions)  
Face à la facturation de complaisance dans les entreprises, l'administration fiscale ne disposait jusqu'à une date récente d'aucune procédure intermédiaire entre le droit de communication et le droit de visite et de saisie. Loin

d'être inutile la science comptable est en soi insuffisante pour déceler des montages frauduleux à partir d'une comptabilité reposant sur de faux justificatifs. Quels sont les nouveaux moyens de recherches de fraudes mis en place par le législateur contemporain ? Quelle est la portée effective de ce nouveau dispositif instauré concomitamment à la TVA intracommunautaire ? Dans le cadre du droit d'enquête (art. L 80F et s. du LPF), quelles critiques peut-on apporter à une

jurisprudence encore peu abondante ? Par ailleurs, la facturation de complaisance permet également la mise en place de montages frauduleux, parfois très sophistiqués, susceptibles de constituer des infractions relevant du droit pénal des affaires. Abus de biens sociaux, faux et usage de faux, corruption... sont autant d'infractions qu'il convient d'examiner au travers, là encore, des tergiversations jurisprudentielles récentes. Enfin, peut-on

véritablement parler de violation du principe non bis in idem, face au cumul de sanctions fiscales, infligées par l'administration sous le contrôle du juge de l'impôt, et de sanctions pénales, prononcées par les juridictions correctionnelles ? Les trois grands corps d'État que sont les Finances, la Justice et la Police ont su, par une réactualisation de leurs structures et de leurs méthodes, s'adapter à la mission qui leur est confiée dans la lutte contre la grande fraude

moderne. Mais la connaissance par les fraudeurs de l'organisation administrative et des carences existant dans la lutte contre la criminalité financière à dimension internationale ne nécessite-t-elle pas une plus grande interpénétration des différents corps d'État non seulement au niveau national mais également sur un plan inter étatique ?  
*Droit des sociétés - 7e ed.*  
EMS  
La 4e de couverture

indique : "La prise de risques est inhérente à la fonction de tout dirigeant. Mais, dans un contexte économique en crise teinté d'un certain climat de défiance de la part des salariés et actionnaires, le chef d'entreprise se doit de faire preuve de la plus grande vigilance pour protéger son patrimoine personnel face à une augmentation significative des enquêtes et mises en cause dirigées à son encontre. En France, une société ne peut assumer financièrement le coût de sa défense et de son

éventuelle condamnation au risque d'enfreindre les règles en matière d'abus de biens sociaux. Il apparaît alors crucial que le dirigeant puisse bénéficier d'une couverture d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux (RCMS) fiable et efficace. Grâce à l'expertise juridique d'un avocat doublée de l'expérience professionnelle d'un assureur spécialisé, cet ouvrage permettra à tout dirigeant d'entreprise de mesurer l'étendue de sa responsabilité personnelle

en prenant conscience des conflits d'intérêts ou des dysfonctionnements de couverture dont il pourrait être victime. À l'aide d'exemples concrets, d'astuces pratiques, de schémas et tableaux récapitulatifs, les auteurs parviennent à synthétiser une matière complexe pour que les dirigeants sociaux réussissent à anticiper et transférer les risques liés à leurs prises de décision."

Droit pénal Pearson

Education France

Les dirigeants de sociétés

commerciales encourent des sanctions pénales spécifiques au titre de leur gestion de la société. Le délit d'abus des biens et des crédits sociaux a donné lieu à une abondante jurisprudence qui a précisé ses éléments constitutifs : l'usage des biens ou du crédit de la société contraire à l'intérêt social ; le but personnel ; la mauvaise foi. Ce Dossier Thémexpress vous offre un panorama de ces différents volets de l'infraction et vous expose les règles spécifiques de

poursuite (prescription, action civile).  
L'abus de biens sociaux dans le groupe de sociétés Dalloz  
 (') Sans doute, les infractions sont-elles nombreuses, où le mot [abus] figure: tantôt il sert à la qualification même du comportement considéré (abus de confiance, abus de faiblesse et, en dehors du code pénal, abus de biens sociaux, abus de position dominante, abus de dépendance économique ' sans oublier, hier, l'abus de blanc-seing), tantôt il fait

partie des composantes d'un délit, dont la définition, par exemple, mentionne un abus de pouvoir, un abus d'autorité ou l'abus d'une qualité vraie, sans parler de la complicité. Mais, (') il n'y eut jamais, à notre connaissance, une entreprise véritable pour s'élever au-dessus de ces cas particuliers et réfléchir sur leur totalité afin de tenter d'en dégager une notion unique et générale. (') Chaque infraction est une créature à part, sans ascendance, et chaque



abus en retire une position singulière: l'abus, dans l'abus de confiance, n'est pas dans le même contexte que l'abus dans l'escroquerie, ni l'abus d'autorité dans la provocation à l'abandon d'enfant. La constellation des qualifications gravite sans doute autour de l'astre central, le droit pénal général, mais chacune, comme un trou noir, est un monde replié sur lui-même: légalité criminelle oblige. (') la thèse s'ouvre sur l'affirmation qu'une notion d'abus existe bien en droit

pénal: l'objectif premier à atteindre était effectivement celui-là au regard de toutes les raisons d'en douter. Cette notion est construite, avec une rare subtilité, autour d'un rapport savant entre le pouvoir et l'autorité, ce qui conduit Madame Lajus-Thizon à ranger dans le champ de son analyse le pouvoir de droit aussi bien que de fait: l'abus naît lorsque l'autorité excède le pouvoir. (') Dans la seconde partie, il restait à l'auteur, tirant comme il convient les leçons de la

première, à montrer l'utilité de sa notion en droit pénal, avec, entre autres, des analyses d'une grande finesse consacrées au caractère causal de l'abus, ou à cet élément moral, forcément intentionnel, qu'il postule pour les infractions qu'il imprègne.

*Droit pénal des affaires*

Francis Lefebvre

Le code de commerce, qui réprime les abus de biens sociaux, ne tient aucun compte de l'hypothèse où un acte est accompli contrairement à l'intérêt immédiat d'une société,

dans l'intérêt d'une autre société du même groupe. Pour combler ce vide législatif, les juridictions ont créé un droit prétorien permettant d'adapter le délit d'abus de biens sociaux aux groupes de sociétés. Cette jurisprudence considère que des faits délictueux commis par une société isolée, ne sont pas répréhensibles dans le cas d'un véritable groupe de sociétés, caractérisé par un intérêt commun.

*La responsabilité pénale des entreprises et de leurs dirigeants* Dalloz

Quel que soit le terrain de son action, l'entreprise ne peut s'abstraire du cadre juridique dans lequel elle s'inscrit. Constituer une société, la diriger, recruter, vendre, étendre ses activités en Europe et au-delà, sont autant d'opérations dont il importe d'identifier le contexte légal et de mesurer les responsabilités engagées. Ce livre est consacré à l'univers juridique de l'entreprise. Il en présente les règles et les enjeux, au regard des développements les plus

récents. Il est structuré selon les différentes spécialités incontournables de cette discipline : l'introduction à la réflexion juridique ; le droit des contrats (formation, validité, preuve, inexécution) et le droit de la responsabilité ; le droit des sociétés (formes sociales, fonctionnement des sociétés commerciales, entreprises en difficulté) ; le droit du travail (législation du travail et protection sociale) ; le droit européen, et notamment le droit de la

concurrence ; le droit des contrats internationaux et de la responsabilité transnationale. Rédigé dans un langage clair et précis, illustré par de nombreux exemples pratiques, l'ouvrage offre une approche particulièrement accessible aux non juristes, en abordant le droit comme un outil de la gestion. Chaque chapitre s'achève sur un récapitulatif des principales notions juridiques à retenir et propose un corpus d'activités pédagogiques

pour tester ses connaissances (quiz) et s'exercer à la réflexion juridique (études de cas), avec des corrigés en fin d'ouvrage.  
Abus de biens sociaux et banqueroute Heures de France  
Après avoir dressé le bilan du droit existant et mis en lumière sa trop grande complexité, les rapporteurs de la mission d'information, appartenant pour l'un à la majorité et pour l'autre à l'opposition, formulent quatorze propositions pour une réforme

équilibrée, destinée à moderniser le droit de la prescription et répondant à la fois à l'exigence de répression et à l'impératif de sécurité juridique, aujourd'hui mis à mal.  
Rapport d'information sur la prescription pénale  
Editions Le Manuscrit  
Droit pénal des affaires réussit, sous un faible volume, à faire le tour d'horizon complet d'une matière dense et caractérisée par l'extrême diversité des sources législatives. Le droit pénal des affaires concerne, en effet, aussi bien la petite

délinquance locale que la criminalité organisée sur le plan international. L'auteur tient le plus grand compte de l'actualité en mouvance dans un domaine qui exige une constante adaptation de la loi à l'imagination des délinquants face aux innovations techniques. Le lecteur trouvera par ailleurs l'étude des infractions qui altèrent la séparation entre le Pouvoir et l'argent, récemment mis en lumière par quelques " affaires " exploitées par

les médias. La 3e édition intègre d'une part, les récentes modifications législatives relatives au droit boursier et au droit des sociétés dont les titres sont cotés en bourse et, d'autre part, l'importante jurisprudence relative aux éléments constitutifs et à la répression du délit d'abus de biens sociaux. Principalement destiné aux étudiants en droit des affaires (maîtrise, DESS ou DEA) ainsi qu'aux personnes préparant des études ou diplômes conduisant aux

professions comptables ou financières, cet ouvrage s'adresse également aux praticiens : avocats, magistrats, experts-comptables et commissaires aux comptes, dirigeants de sociétés commerciales, qui y trouveront les principes de base et les références jurisprudentielles indispensables à leur fonction.

**La facturation de complaisance dans les entreprises** Emile Bruylant

Les + de l'édition 2018 : •

Texte largement enrichi et à jour ; • Jurisprudence totalement refondue par le Pr Mayaud sur le livre Ier (dispositions générales), exhaustive et constamment actualisée pour le reste ; • Textes et jurisprudence pertinente en appendice rigoureusement mis à jour : presse et communication, droit pénal des affaires, droit routier et droit des étrangers,... ; • Nouveau : avec Dalloz Connect, accédez à votre Code depuis Word© ; • Le seul code enrichi, annoté et

mis à jour en continu sur smartphone, tablette et Internet. Le Code pénal Dalloz est l'outil de référence du pénaliste, professionnel ou futur professionnel. Il se distingue par la richesse de sa jurisprudence et de ses textes complémentaires (Loi sur la presse du 29 juillet 1881, Code de la route,..., et en ligne : intégralité des lois d'amnistie et circulaire du 14 mai 1993 présentant les dispositions du code pénal entré en vigueur le 1er mars 1994 notamment).

L'édition 2018 du Code pénal Dalloz est notamment à jour : - de la loi du 28 février 2017 sur la Sécurité publique, - de la loi du 27 février 2017 réformant la prescription en matière pénale, - de la loi du 27 janvier 2017 dite « Égalité et citoyenneté », - de la loi du 9 décembre 2016 de lutte contre la corruption et modernisant la vie économique, - de la loi du 18 novembre 2016 modernisant la Justice du XXI<sup>e</sup> siècle. => Cet ouvrage est autorisé à l'examen d'accès au CRFPA par l'Association

des Directeurs d'IEJ  
 Depuis plus de 100 ans, les Codes Dalloz sont reconnus pour allier la simplicité de leur utilisation à l'objectivité de la sélection des textes et à la rigueur de leur mise à jour. Excellence du texte, actualisation permanente, confort d'utilisation, gain de temps... Retrouvez tous les avantages des Codes Dalloz Edition classique avec cette nouvelle édition du Code pénal !  
Abus de biens sociaux  
 Hachette Éducation  
 Le Code pénal Dalloz est

l'outil de référence du pénaliste, professionnel ou futur professionnel ; Il se distingue par la richesse de sa jurisprudence et de ses textes complémentaires. Ce code donne ainsi accès à l'intégralité des lois d'amnistie et à la circulaire du 14 mai 1993 qui présentait les dispositions du code pénal qui est entré en vigueur le 1er mars 1994. L'édition 2016 du Code pénal Dalloz est notamment à jour : - du décret no 2015-258 du 4 mars 2015 portant diverses

dispositions relatives aux commissaires des armées et à l'administration militaire ; - du décret no 2015-211 du 25 février 2015 relatif à l'organisation du soutien de la défense et portant réforme du commandement organique territorial ; - de la loi no 2015-195 du 20 février 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel ; - de

la loi no 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ; - de la loi no 2014-1353 du 13 novembre 2014 de renforcement des dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme.  
Code pénal 2016  
Université de Saint-Etienne  
Les dirigeants de sociétés commerciales encourent des sanctions pénales spécifiques au titre de leur gestion de la société.

Le délit d'abus des biens et des crédits sociaux a donné lieu à une abondante jurisprudence qui a précisé ses éléments constitutifs: l'usage des biens ou du crédit de la société contraire à l'intérêt social; le but personnel la mauvaise foi. Ce Themexpress vous offre un panorama de ces différents volets de l'infraction et vous expose les règles spécifiques de poursuite (prescription, action civile).  
**Code pénal 2018, annoté - 115e éd.**  
Dalloz-Sirey

Ouvrage d'entraînement aux examens universitaires pour les étudiants de L3 en droit et en AES. L'ouvrage est organisé en thèmes contenant chacun une brève introduction, une bibliographie pouvant comprendre des « morceaux choisis » d'ouvrages, des sujets commentés (suggestions de plan, conseils méthodologiques...) et enfin des sujets corrigés. Points forts : - Ouvrage résolument pratique permettant aux étudiants de se former très

rapidement aux différents types d'exercices exigés en licence. - Une approche synthétique qui présente l'essentiel à mémoriser : enjeux de chaque thème, vocabulaire, grandes évolutions, questions théoriques et pratiques... - Une grande variété d'exercices commentés ou intégralement corrigés avec également les pièges à éviter. Sommaire : 1. le principe de la légalité criminelle 2. l'application de la loi pénale dans l'espace 3. l'application de la loi

pénale dans le temps 4. l'élément matériel de l'infraction 5. l'élément moral de l'infraction 6. les causes objectives d'irresponsabilité pénale 7. les causes subjectives d'irresponsabilité pénale 8. le complice 9. l'auteur de l'infraction 10. le prononcé des peines Auteur : Marie-Christine Guérin est maître de conférences à l'université Bordeaux-IV-Montesquieu. Public : L'ouvrage s'adresse en priorité aux étudiants de licence et master en droit. Il est également

indispensable pour les étudiants en AES.

### **Legal Capital in Europe**

Walter de Gruyter

Expose les règles du droit pénal des affaires en deux parties consacrées respectivement à l'argent (infractions relatives aux chèques et à la Bourse, usure, fraudes fiscales et douanières) et à l'économie (banqueroute, droit pénal des sociétés, infractions en matière de concurrence et de consommation). A jour de la loi du 1er août 2003 sur la "sécurité financière" et de la loi "Perben II".



Organisations privées,  
organisations publiques

Dalloz-Sirey

En envisageant les règles juridiques applicables à l'entreprise au fur et à mesure de son évolution, l'auteure aborde le choix de l'activité exercée et ses risques pour le patrimoine familial. Elle traite ensuite du régime juridique du bail commercial et enfin des problèmes relatifs aux difficultés de l'entreprise, tant judiciaires qu'économiques ou pénales.

*L'abus de biens sociaux*

*dans le groupe de sociétés* Dalloz

Les + de l'édition 2017 : À jour de la loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale (loi Urvoas) ; Texte largement enrichi et à jour ; Jurisprudence exhaustive et constamment actualisée ; Textes et jurisprudence pertinente en appendice rigoureusement mis à jour : presse et communication, droit

pénal des affaires, droit routier et droit des étrangers,... ; Nouveau : avec Dalloz Connect, accédez à votre Code depuis Word© ; Le seul code enrichi, annoté et mis à jour en continu sur smartphone, tablette et Internet. Le Code pénal Dalloz est l'outil de référence du pénaliste, professionnel ou futur professionnel. Il se distingue par la richesse de sa jurisprudence et de ses textes complémentaires (Loi sur la presse du 29 juillet 1881, Code de la route,...,

et en ligne : intégralité des lois d'amnistie et circulaire du 14 mai 1993 présentant les dispositions du code pénal entré en vigueur le 1er mars 1994 notamment). L'édition 2017 du Code pénal Dalloz est notamment à jour : - de la loi n°2016-444 du 13 avril 2016 de lutte contre le système prostitutionnel et l'accompagnement des personnes prostituées, - de la loi n°2016-339 du 22 mars 2016 de prévention et de lutte contre les incivilités, les atteintes à la sécurité

publique et les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs, - de la loi n°2016-297 du 14 mars 2016 sur la protection de l'enfance, - de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 portant adaptation de la société au vieillissement. => Cet ouvrage est autorisé à l'examen d'accès au CRFPA par l'Association des Directeurs d'IEJ [Themexpress-Responsabilite Penale Des Dirigeants Sociaux](#) Dalloz Le patrimoine de la société constitue un enjeu

essentiel pour le développement et la pérennité économiques de l'entreprise. Au-delà des normes du droit civil ou du droit commercial, sa protection justifie pleinement l'intervention de la sanction pénale aux fins de lutter contre les comportements les plus préjudiciables à la structure sociale. Cette préservation des biens sociaux par le droit criminel s'est construite par application des règles érigées pour les individus, selon un raisonnement par assimilation. Toujours

essentiel, ce pan de droit pénal reste toutefois marqué par le contexte juridique et social du Code pénal de 1810. Il se révèle insuffisant à dépasser les frontières théoriques de la seule matérialité, se contentant le plus souvent de multiplier le nombre des incriminations au gré de la modernisation du monde économique et industriel, sans opérer un véritable détachement des notions protégées au regard de l'héritage historique du droit pénal. Le moteur de l'évolution

pénale en matière de préservation du patrimoine social se trouve dans les infractions propres au monde des sociétés. Plus qu'un simple renfort de la protection traditionnelle par assimilation, le raisonnement par distinction des personnes protégées permet une perception originale du concept de patrimoine. Pour le droit criminel, la notion de bien ne doit pas s'entendre dans une perception matérielle mais doit être fondée sur le seul critère de la

valeur, à l'image du domaine étendu de répression de l'abus de biens sociaux. Dans cette perspective, une part du droit pénal des affaires permet même d'étendre les contours de la protection à une idée dynamique de valorisation de la société. Cette approche répressive permet ainsi d'aborder le patrimoine comme une valeur abstraite, sans consistance matérielle, tel qu'il peut apparaître en droit des biens sous l'influence du monde économique et des

avancées technologiques. Marqué le plus souvent par la poursuite d'intérêts en marge de la structure sociale, tels que ceux du groupe de sociétés ou de l'entreprise, le droit pénal des affaires révèle une approche réaliste et novatrice de la notion de patrimoine. Exploitant toutes les ressources que pouvait laisser en suspens la théorie développée par AUBRY et RAU, le droit pénal dans sa globalité aborde le patrimoine social dans une perspective statique mais également comme un

ensemble de biens et d'obligations de la société perçu dans un sens dynamique.

#### Le délit d'abus de biens sociaux Primento

Portant sur des sommes considérables, la " délinquance en col blanc " est d'autant plus dangereuse qu'elle est dissimulée, et d'autant plus fréquente que souvent, les auteurs d'escroquerie, d'abus de biens sociaux, de fraude fiscale, de publicité trompeuse, etc., n'ont pas le sentiment de leur culpabilité (Capus, "

(escroquerie ? une bonne affaire qui a rencontré une mauvaise loi "). Il est donc essentiel d'expliquer le mécanisme de ces infractions (et des règles de répression), tant pour ceux qui pourraient être tentés de les commettre, que pour ceux qui risqueraient d'en être les victimes, ou qui en ont été les victimes effectives et veulent obtenir justice. Cet ouvrage est à jour des modifications issues de cette furie législative qui, amorcée avec la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations

économiques, s'est achevée (provisoirement sans doute) avec les deux lois du 1er août 2003, l'une " de sécurité financière ", l'autre " pour l'initiative économique ", la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité (dite loi " Perben II "), (ordonnance du 25 mars 2004 portant simplification du droit et des formalités pour les entreprises - pour ne citer que les textes principaux intégrés à cette nouvelle édition, profondément modifiée au regard de la

précédente. Sont décrits ainsi, notamment, le mouvement de large dépenalisation du droit des sociétés, dans son ampleur mais aussi dans ses limites, les modifications relatives au commissariat aux comptes, les nouvelles règles en matière de concurrence ou de démarchage bancaire et financier. On trouvera également dans ces pages un état des dernières évolutions jurisprudentielles sur des questions aussi différentes que le point de

départ du délai de prescription de l'action publique en matière d'abus de biens sociaux, le blanchiment consécutif à une infraction de fraude fiscale ou encore le régime juridique applicable aux peines accessoires. En plus de l'exposé documenté des problèmes et des solutions, l'ouvrage présente - c'est l'une de ses spécificités - plusieurs séries d'exercices variés, et comporte, pour certains, des corrigés détaillés et, pour tous, des références permettant de

retrouver la solution donnée par les juges au cas d'espèce. Ce titre s'adresse aux étudiants

des facultés de droit (2e et 3e cycles), aux personnes préparant des études ou diplômes

conduisant aux professions comptables ou financières et aux praticiens du droit.